

Arrêt

n° 86 312 du 27 août 2012
dans l'affaire x / I

En cause : x

ayant élu domicile : x

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT DE LA 1ère CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 21 mai 2012 par x, qui déclare être de nationalité guinéenne, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prise le 20 avril 2012.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 16 juillet 2012 prise en application de l'article 39/73 de la loi précitée.

Vu la demande d'être entendu du 30 juillet 2012.

Vu l'ordonnance du 7 août 2012 convoquant les parties à l'audience du 27 août 2012.

Entendu, en son rapport, P. VANDERCAM, président f.f.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante représentée par Me E. MASSIN loco Me C. KAYEMBE-MBAYI, avocat, et C. STESSELS, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Dans sa demande d'asile, la partie requérante invoque en substance des persécutions et atteintes graves subies à cause de sa relation intime avec une jeune fille d'éthnie forestière et de religion chrétienne, au demeurant promise à un militaire, et à cause de son souhait de se convertir au catholicisme.

2. Dans sa décision, la partie défenderesse conclut notamment, sur la base de constats qu'elle détaille, à l'absence de crédibilité de la partie requérante sur plusieurs points importants du récit : les menaces émanant d'un militaire auquel son amie aurait été promise - source notamment de son arrestation et de sa détention -, et la volonté de se convertir au catholicisme - source d'exactions de la part de sa famille.

Ces motifs sont conformes au dossier administratif et sont pertinents.

Le Conseil, qui les fait siens, estime qu'ils suffisent en l'espèce à motiver le rejet de la demande d'asile, dès lors que le défaut de crédibilité du récit de la partie requérante empêche de conclure à l'existence,

dans son chef, d'une raison de craindre d'être persécutée ou d'un risque réel de subir des atteintes graves, à raison des faits qu'elle allègue.

3. Dans sa requête, la partie requérante n'oppose aucun argument convaincant à ces motifs de la décision attaquée. Elle se limite en substance à justifier certaines lacunes (faible niveau intellectuel, problème d'élocution, caractère expéditif de la procédure d'asile, éducation musulmane, ignorance du néerlandais, ...) et à critiquer l'appréciation portée par la partie défenderesse sur ses déclarations et son récit, mais ne fournit en définitive aucun élément d'appréciation nouveau et consistant pour pallier les graves insuffisances qui les caractérisent, et notamment pour convaincre de la réalité de sa relation avec une jeune fille promise à un militaire qui l'aurait fait ensuite emprisonner et maltraiter, et de la réalité de son désir de conversion religieuse, le Conseil n'apercevant pas, à cet égard, les motifs qui l'empêcheraient de fréquenter d'autres églises dans le pays pour y poursuivre sa quête religieuse avec un conseiller spirituel quel qu'il soit. Il en résulte que les motifs et constats précités de la décision demeurent entiers, et empêchent à eux seuls de faire droit aux craintes et risques allégués. Elle ne formule par ailleurs aucun moyen susceptible d'établir la réalité des faits évoqués ni, *a fortiori*, le bien fondé des craintes ou risques qui en dérivent. Le Conseil rappelle à cet égard que le principe général de droit selon lequel « la charge de la preuve incombe au demandeur » trouve à s'appliquer à l'examen des demandes d'asile (*Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié*, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 1979, p.51, §196). Si, certes, la notion de preuve doit s'interpréter avec souplesse dans cette matière, il n'en reste pas moins que c'est au demandeur qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'il remplit effectivement les conditions pour bénéficier de la protection qu'il revendique, *quod non* en l'espèce.

Dans une telle perspective, il n'est plus nécessaire d'examiner plus avant les autres motifs de la décision attaquée et les arguments de la requête y afférents, un tel examen ne pouvant en toute hypothèse pas induire une autre conclusion.

Les documents versés au dossier de procédure ne sont pas de nature à infirmer les considérations qui précédent :

- l'extrait d'acte de naissance dressé le 2 juin 2012 n'établit pas les circonstances ayant présidé à ladite naissance, le récit de la partie requérante n'ayant quant à lui pas la crédibilité suffisante pour y suppléer ;
- l'attestation médicale du 27 février 2012 fait état d'une hospitalisation de la partie requérante entre le 25 et le 27 février 2010 à la suite de « *bastonnades lors des manifestations des militaires* », incidents que la partie requérante n'a jamais invoqué précédemment et qui est sans lien avec les faits allégués dans son récit ; il en résulte que ce document ne saurait pallier l'absence de crédibilité dudit récit.

4. Entendue à sa demande conformément à l'article 39/73, § 4, de la loi du 15 décembre 1980, la partie requérante se réfère pour l'essentiel aux écrits de procédure.

5. Il en résulte que la partie requérante n'établit pas qu'elle a des raisons de craindre d'être persécutée ou qu'elle encourt un risque réel de subir des atteintes graves, en cas de retour dans son pays. Le Conseil n'aperçoit par ailleurs, dans les écrits, déclarations et documents figurant au dossier qui lui est soumis, aucune indication d'un risque réel de subir les atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, c), de la loi.

Les constatations faites *supra* rendent inutile un examen plus approfondi des moyens de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire d'autre conclusion quant au fond de la demande.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-sept août deux mille douze par :

M. P. VANDERCAM,
président f.f.,

M. P. MATTA,
greffier.

Le greffier,
Le président,

P. MATTA
P. VANDERCAM